

6° diploma van de provinciale normaalschool lichamelijke opvoeding;
7° bekwaamheidsgetuigschrift voor de functies van bijzonder leermeester lichamelijke opvoeding in het lager onderwijs.

§ 2. De totale toelage toegekend voor een ontwikkelingsprogramma mag in geen geval hoger zijn dan het werkelijk vastgesteld tekort.

De verantwoordelijken voor de sportclub zijn ertoe verplicht een gedetailleerde opgave van de inkomsten en de uitgaven in te dienen binnen de maand die volgt op de datum van de afwerking van het programma; daarvoor gebruiken zij het formulier daartoe afgeleverd door de Administratie.

§ 3. De toelage toegekend aan de inrichters van een programma voor sportontwikkeling mag niet hoger zijn dan driehonderd dertig frank per werkelijk gepresteerd uur en per monitor.

§ 4. De inrichters van een programma voor sportontwikkeling moeten voorzien in de inning van een minimale financiële bijdrag van 10 frank per uur ten laste van iedere deelnemer aan het programma waarvan sprake.

Dit minimum wordt op 20 frank gebracht wanneer de beoefende activiteit de aanwezigheid van twee monitors vereist, ongeacht het aantal deelnemers, hetzij om specifieke, hetzij om veiligheidsredenen.

Art. 8. Voor de berekening van de toelage toegekend voor elk programma komen ten hoogste twee geschoolde personen overeenkomstig de bepalingen van artikel 5, § 1 in aanmerking.

Art. 9. Alle elementen die toelaten na te gaan of de kwalificaties en de bekwaamheidsbewijzen van de monitors alsook de bewijsstukken van de inkomsten en uitgaven betrouwbaar zijn moeten ter beschikking gehouden worden van de ambtenaren belast met de inspectie van de sportactiviteiten van bedoeld programma.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1992.

Art. 11. De Minister tot wiens bevoegdheid de Lichamelijke Opvoeding, de Sport en het Openluchtlevens behoren is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 5 december 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 92 — 1095

[C — 27174]

20 NOVEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon
régulant l'octroi des subventions pour les investissements des organismes d'épuration agréés

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, notamment les articles 16, 20 et 48, § 4;

Vu l'avis de la Commission consultative pour la protection des eaux de surface contre la pollution, donné le 15 février 1991;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 octobre 1991;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Définitions

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° « décret » : le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution;
- 2° « Ministre » : le Ministre, membre de l'Exécutif régional wallon, qui a la politique de l'Eau dans ses attributions;
- 3° « Administration » : la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement;
- 4° « organisme d'épuration » : l'association de communes agréée par l'Exécutif conformément aux articles 17 et 18 du décret;
- 5° « Commission » : la Commission consultative pour la protection des eaux de surface contre la pollution.

CHAPITRE II. — Programmes de réduction de la pollution

Art. 2. § 1er. Sur base des propositions transmises au plus tard le 15 novembre de l'année antérieure par les organismes d'épuration, l'Administration transmet au Ministre, au plus tard le 31 mars de l'année précédant l'exercice budgétaire considéré, l'avant-projet de programme triennal de réduction de la pollution comprenant, pour chaque investissement à réaliser :

- les indications fixées à l'article 16, § 2, du décret;
- sa description et sa localisation;
- ses objectifs de tout ordre et ses implications financières,
- sa justification dans l'ordre de priorité demandé;
- les relations éventuelles de connexité avec des travaux ou des projets à charge de différents pouvoirs publics;
- une appréciation du résultat escompté quant à l'amélioration de la qualité des eaux de surface.

§ 2. Le Ministre recueille l'avis de la Commission. Celle-ci se prononce dans les quarante jours de la réception du projet de programme.

§ 3. L'Exécutif arrête le programme avant le dépôt du projet de budget au Conseil régional wallon. La notification de la décision est transmise par le Ministre à l'Administration qui la communique dans les quinze jours aux organismes d'épuration.

Art. 3. § 1er. Chaque organisme d'épuration transmet à l'Administration, au plus tard le 30 juin de l'année précédant l'exercice budgétaire considéré, une mise à jour du programme pluriannuel d'assainissement.

Celle-ci comprend la liste des études, travaux, essais géotechniques et acquisitions dont l'engagement est proposé au cours de l'exercice.

Pour chaque investissement projeté visant à réduire la pollution, doivent figurer :

- 1° les indications quant aux améliorations escomptées des divers paramètres relatifs à l'objectif de qualité correspondant à la vocation de la zone considérée ou, à défaut, par rapport à la qualité du cours d'eau considéré;
- 2° une estimation du coût total, y compris les emprises et les essais géotechniques;
- 3° l'étalement prévisible sur les années suivantes;
- 4° les propositions de travaux de restauration, d'amélioration et de renouvellement éventuels et leurs justifications.

§ 2. L'Administration transmet au Ministre l'avant-projet de programme annuel accompagné du rapport qu'elle a élaboré, au plus tard le 30 septembre de la même année.

§ 3. Dans le mois qui suit l'approbation par le Conseil régional wallon des décrets contenant les budgets des recettes et des dépenses de la Région wallonne, le Ministre communique à l'Administration le programme annuel tel qu'il est approuvé.

L'Administration le notifie dans les quinze jours aux organismes d'épuration.

CHAPITRE III. — Octroi des subventions

Art. 4. Dans la limite des crédits disponibles, des subventions peuvent être octroyées par le Ministre aux organismes d'épuration au taux de 100 % de leurs dépenses admissibles, selon les dispositions du présent arrêté.

Section Ire. — Dépenses admissibles et non admissibles

Art. 5. Sont considérés comme des dépenses admissibles :

1° les travaux de construction des collecteurs et des ouvrages y afférents, des stations de pompage d'eaux usées, des stations d'épuration d'eaux usées en provenance d'égouts publics et de collecteurs, des bassins d'orage et exutoires, des ouvrages nécessaires à l'évacuation de l'eau épurée et au traitement des boues et des bâtiments d'exploitation;

2° la fourniture et la pose de biens d'équipements exigés pour le fonctionnement des ouvrages cités au 1°; y compris les véhicules destinés à l'entretien et à l'exploitation des ouvrages visés au 1° ci-avant;

3° les travaux de modification et d'aménagement des ouvrages cités au 1°, et des ouvrages faisant l'objet d'une reprise dans le cadre des articles 73 et 74 du décret, lorsqu'ils sont reconnus par l'Administration indispensables au maintien ou à la remise en fonctionnement des ouvrages existants ou à l'amélioration de leur performance;

4° les travaux nécessaires à l'aménagement de terrains d'épandage ou de déversements autorisés des résidus de stations d'épuration et de leurs boues, appartenant au secteur public ou géré par lui;

5° les travaux nécessaires à la réalisation des centres de traitement des gadoues de fosses septiques;

6° les frais déterminés aux articles 7 et 9 à 13 sauf lorsqu'ils concernent des travaux supplémentaires non admis au bénéfice de la subvention;

7° a) les frais d'acquisition des biens immeubles (y compris les chablis éventuels) nécessaires pour l'exécution des travaux et à concurrence de la valeur fixée par le comité d'acquisition d'immeubles pour le compte de l'Etat ou par le receveur de l'enregistrement et des domaines territorialement compétent;

b) les frais supportés par l'organisme d'épuration, dans la même mesure que pour le principal, en cas de passation de l'acte de vente par devant notaire ou en cas d'expropriation judiciaire;

c) les frais de bornage, de mesurage, d'expertise, de recherche hypothécaire, d'établissement des plans d'emprise, de négociation, de transcription d'acte, les indemnités éventuellement dues à des locataires, ainsi que les frais de location des biens immeubles nécessaires pour l'exécution des travaux.

Dans les cas visés à l'article 5, 7°, c, les frais font l'objet de dossiers groupant les acquisitions correspondant à une même entreprise de travaux. Ils sont justifiés par des factures, notes d'honoraires ou toutes autres pièces justificatives des différentes prestations de l'organisme d'épuration;

d) le montant fixé par la décision judiciaire ainsi que les frais de justice y afférents en cas de recours à l'expropriation judiciaire;

8° les essais géotechniques visés à l'article 23;

9° les travaux supplémentaires approuvés par l'Administration;

10° les révisions contractuelles;

11° la taxe sur la valeur ajoutée relative aux dépenses donnant lieu à une subvention, chaque fois qu'elle est due;

12° les frais d'assurance-contrôle et d'assurance « tous risques chantiers »;

13° toute redevance due par l'adjudicataire pour autant qu'elle soit explicitement imposée dans le cahier spécial des charges et décrite au mètre;

14° toute redevance due par le maître de l'ouvrage pour autant qu'elle soit explicitement justifiée;

15° les intérêts intercalaires dûment justifiés supportés par le maître d'ouvrage en cas de retard de la mise à disposition par la Région des moyens financiers nécessaires au paiement des travaux; ils feront l'objet d'un rapport complet adressé à l'Administration pour vérification;

16° les frais de réadjudication à l'exclusion du coût des documents d'adjudication, s'ils ne sont pas imputables à l'organisme d'épuration;

17° les frais relatifs aux études imposées par des dispositions légales ou réglementaires, en ce compris les études d'incidences sur l'environnement;

18° les frais relatifs à la réalisation ou à l'actualisation des études, ou parties d'études, générales d'assainissement de bassins versants.

Art. 6. Sont considérés comme dépenses non admissibles :

- 1° celles relatives aux égouts d'évacuation des eaux usées de particuliers, sauf dans les cas particuliers où, pour des raisons spécifiques, l'Administration admet la dépense;
- 2° les travaux de renouvellement ou de réparation résultant d'un manque d'entretien ou de contrôle des ouvrages imputables à l'organisme d'épuration;
- 3° les intérêts de retard dus à l'entrepreneur du chef du non-paiement dans le délai prévu des travaux exécutés s'ils sont consécutifs à une faute du maître d'ouvrage;
- 4° tout supplément de prix réclamé par les firmes adjudicataires par suite d'une notification tardive exclusivement imputable à l'organisme d'épuration.

Art. 7. Si l'organisme d'épuration bénéficie d'interventions financières de la part d'autres personnes de droit public, nationales ou internationales ayant pour objet les travaux d'assainissement, il est tenu d'en informer l'Administration. Le montant de la subvention de la Région sera réduit ou remboursé de manière telle que le montant cumulé des interventions ne dépasse pas 100 %.

Le produit de la réalisation d'un bien immeuble acquis grâce à la subvention dans le cadre du présent arrêté, doit être affecté par l'organisme d'épuration à une dépense relative aux acquisitions immobilières ou aux emprunts admises par l'Administration.

Art. 8. Dans le cas d'une faute non imputable à l'organisme d'épuration, sont admis à la subvention les frais de justice en ce compris les honoraires d'avocats et d'experts, les prestations dûment motivées de l'organisme d'épuration ainsi que les indemnités auxquelles celui-ci serait condamné.

Section 2. — Dépenses admissibles calculées à taux forfaitaire

Art. 9. Les frais généraux sont fixés à 2,5 % du montant (hors T.V.A.) du coût des travaux et des essais géotechniques.

Art. 10. Les frais de surveillance effective des travaux visés à l'article 5 sont fixés forfaitairement :

- à 4,5 % du montant (hors T.V.A.) des travaux pour la tranche comprise entre zéro (0) et onze (11) millions de francs, inclus;
- à 3,5 % du montant (hors T.V.A.) des travaux pour la tranche comprise entre onze (11) millions de francs et quarante-huit (48) millions de francs, inclus;
- à 2,5 % du montant (hors T.V.A.) des travaux pour la tranche dépassant quarante-huit (48) millions de francs.

Art. 11. Lorsque l'organisme d'épuration effectue lui-même les études et assure la direction des travaux autres que les collecteurs et les essais géotechniques :

1° pour les travaux attribués par adjudication ou par gré à gré, les frais sont fixés forfaitairement :

- a) à 10 % du montant des travaux pour des travaux ne dépassant pas cinq (5) millions de francs;
- b) à 9 % du montant des travaux pour des travaux d'un montant compris entre cinq (5) millions de francs et neuf (9) millions de francs inclus, avec un minimum de cinq cent mille francs (500 000);
- c) à 8 % du montant des travaux pour des travaux d'un montant compris entre neuf (9) millions de francs et vingt (20) millions de francs inclus, avec un minimum de huit cent dix mille francs (810 000);
- d) à 7 % du montant des travaux pour des travaux d'un montant compris entre vingt (20) millions de francs et quarante (40) millions de francs inclus, avec un minimum de un million six cent mille (1,6) francs;
- e) à 6,5 % du montant des travaux pour des travaux d'un montant compris entre quarante (40) millions de francs et septante (70) millions de francs inclus, avec un minimum de deux millions huit cent mille (2,8) francs;
- f) à 6 % du montant des travaux pour des travaux d'un montant compris entre septante (70) millions de francs et cent septante (170) millions de francs inclus, avec un minimum de quatre millions cinq cent cinquante mille (4,55) francs;
- g) à 5,5 % du montant des travaux pour des travaux d'un montant compris entre cent septante (170) millions de francs et cinq cents (500) millions de francs inclus, avec un minimum de dix millions deux cent mille (10,2) francs;
- h) à 5 % du montant des travaux pour des travaux d'un montant supérieur à cinq cents (500) millions de francs, avec un minimum de vingt-sept millions cinq cent mille (27,5) francs.

2° pour les travaux attribués par appel d'offres, les frais sont fixés forfaitairement à 5,5 % du montant des travaux;

3° pour la partie des travaux d'ouvrage d'art ayant donné lieu à des calculs de stabilité, les frais sont fixés à 5 % du montant hors (T.V.A.) des éléments structuraux donnant lieu à ces calculs.

Lorsque l'organisme d'épuration donne en sous-traitance les études et la direction des travaux, le contrat doit être soumis pour avis à l'Administration et pour accord au Ministre. Le montant soumis à subvention ne peut dépasser le montant prévu au contrat ni celui prévu à l'alinéa premier.

Art. 12. § 1er. Les montants des travaux repris aux articles 10, 11, et 28 sont indexés chaque année sur base du coefficient de réévaluation communiqué par le Ministère de la Région wallonne.

Le coefficient de réévaluation est déterminé par la moyenne arithmétique de l'indice des prix à la consommation et de l'indice des prix à la production industrielle.

L'indexation aura lieu la première fois en 1992 en appliquant le coefficient de réévaluation de 1991.

Chaque année, l'indexation sera effectuée sur le montant indexé de l'année précédente.

Les montants indexés sont applicables, pour le calcul des honoraires, aux entreprises n'ayant pas encore fait l'objet d'une réception provisoire à la date du 31 décembre.

§ 2. Les montants des frais repris à l'article 16 sont indexés chaque année, par application du facteur s/S dans lequel :

— S représente la moyenne des salaires horaires des ouvriers qualifiés spécialisés et manœuvres, fixés par la Commission paritaire nationale de l'industrie de la construction, majorée du pourcentage global des charges sociales et assurances, tel qu'il est admis par le Ministère des Travaux publics à la date du 1er janvier 1992;

— s représente la même moyenne à la date du 1er janvier de l'année au cours de laquelle l'organisme d'épuration introduit la demande de liquidation.

Art. 13. Les frais d'étude et de direction des travaux relatifs aux collecteurs et essais géotechniques sont fixés forfaitairement à 5,5 % du montant total des travaux et essais géotechniques, quel que soit le mode de passation du marché.

En ce qui concerne les collecteurs d'eaux usées devant être implantés, dans les zones d'affaissements miniers, telles que définies dans l'arrêté de l'Exécutif régional wallon organisant le démergement, le taux est fixé à 6,5 %.

Art. 14. Les études modificatives effectuées à la demande de l'Administration et qui ne sont pas liées à une faute de l'organisme d'épuration font l'objet de rémunérations supplémentaires aux taux fixés aux articles 9 à 13 et 16.

Art. 15. Pour la détermination du compte final des frais généraux, des frais de surveillance et des frais d'études y compris de stabilité, le montant total des travaux à prendre en considération est celui du compte final du marché admis à la subvention conformément à l'article 5, (hors T.V.A.), déduction non faite des réfections, des pénalités et des amendes de retard supportées par l'entrepreneur.

Art. 16. § 1er. Les frais relatifs aux prestations des organismes d'épuration pour le mesurage, le bornage et l'établissement des plans d'emprises sont fixés forfaitairement à :

1° pour les collecteurs, L étant la longueur cumulée, exprimée en mètres, des tronçons de conduite faisant l'objet d'un même dossier d'acquisition, posés en propriété privée et donnant lieu à acquisition en pleine propriété, en sous-sol ou en servitude, longueurs de cheminées, déversoirs et pièces spéciales non déduites :

- a) lorsque L est inférieur ou égal à 200 mètres : quarante-quatre mille francs (44 000).
- b) lorsque L est supérieur à 200 mètres et inférieur ou égal à 2 000 mètres : $L \times 220 \text{ F/m}$;
- c) lorsque L est supérieur à 2 000 mètres : quatre-vingts mille francs (80 000) + $L \times 180 \text{ F/m}$;

2° pour les stations d'épuration, les stations de pompage, les bassins de retenue, les terrains d'épandage ou de déversement des résidus de station d'épuration et de leurs boues, S étant la superficie cumulée, exprimée en mètres carrés, à acquérir en pleine propriété, faisant l'objet d'un même dossier d'acquisition :

- a) lorsque S est inférieur ou égal à 200 mètres carrés : trente-neuf mille deux cents francs (39 200);
- b) lorsque S est supérieur à 200 mètres carrés et inférieur ou égal à 10 000 mètres carrés : trente-cinq mille deux cents francs (35 200) + $S \times 20 \text{ F/m}^2$;
- c) lorsque S est supérieur à 10 000 mètres carrés : septante-cinq mille deux cents francs (75 200) + $S \times 16 \text{ F/m}^2$.

§ 2. Les frais relatifs aux prestations des organismes d'épuration pour la négociation préalable à l'acquisition amiable ou l'expropriation judiciaire des biens immeubles sont fixés forfaitairement, par dossier d'acquisition :

- 1° pour les collecteurs : $L \times 330 \text{ F/m}$ avec minimum de septante-huit mille quatre cents francs (78 400);

2° pour les stations d'épuration, les stations de pompage, les bassins de retenue, les zones de stockage ou de dépôt des boues et résidus d'épuration : $S \times 20 \text{ F/m}^2$ avec minimum de septante-huit mille quatre cents francs (78 400).

L et S étant définis au § 1er.

Lorsque le comité d'acquisition d'immeubles pour le compte de l'Etat intervient dans les prestations de négociation, la subvention relative à ces frais est réduite de moitié.

§ 3. En cas de recours à l'expropriation, les frais supplémentaires de l'organisme d'épuration sont majorés forfaitairement, par propriétaire à exproprier :

- 1° en justice de paix : cent trente mille francs (130 000);
- 2° par degré de juridiction supplémentaire : cent mille francs (100 000).

Section 3. — Procédure d'octroi de la subvention pour chaque investissement

Art. 17. Préalablement à la mise en adjudication des travaux, l'organisme d'épuration doit être en possession de la promesse de principe d'octroi de subvention de la Région pour les travaux. Cette promesse de principe est accordée par le Ministre après vérification par l'Administration du dossier de projet de travaux.

Art. 18. Pour chaque investissement approuvé au programme triennal, le Ministre peut octroyer la promesse ferme d'intervention dans les frais d'études y compris de stabilité et les frais généraux sur base de l'estimation du coût des travaux et du coût des essais.

En l'absence de mention au programme triennal, le Ministre peut accorder la subvention pour des travaux, des emprises et des essais nécessaires à la réalisation rationnelle d'un autre travail.

Art. 19. Le Ministre peut, sur avis de l'Administration, accorder à l'organisme d'épuration la promesse ferme d'intervention de la Région dans le coût des travaux.

A cet effet, l'organisme d'épuration introduit à l'Administration un dossier de demande de promesse ferme constitué selon des modalités et des délais pouvant être déterminés par le Ministre.

L'ordre de commencer les travaux ne peut être donné qu'après réception de la promesse ferme.

Art. 20. L'administration est informée :

- 1° de la date de commencement des travaux, par l'envoi d'une copie de l'ordre de commencer les travaux;
- 2° au moins dix jours à l'avance, de la date fixée pour les réceptions des ouvrages.

Art. 21. Toute modification des conditions de l'entreprise ou du marché ne peut être prise en considération pour l'octroi de la subvention que de l'accord du Ministre, après avis donné par l'Administration.

Art. 22. En ce qui concerne les acquisitions d'immeubles, le dossier de demande de promesse ferme est soumis à l'Administration. Ce dossier contient notamment l'évaluation des frais prévus à l'article 5, 7°, a, b et c.

Il est soumis à l'accord du Ministre.

Les demandes de paiement introduites après l'obtention de la promesse ferme contiennent la justification des sommes effectivement déboursées par l'organisme d'épuration et notamment copies des actes d'acquisitions.

Les documents à fournir pour la liquidation des montants réclamés peuvent être définis par le Ministre.

Les demandes de paiement peuvent ne concerner qu'une partie d'un même dossier d'acquisition.

Les frais partiels relatifs au dossier, qui font l'objet de l'article 16, sont alors calculés proportionnellement aux longueurs ou surfaces concernées.

Art. 23. En ce qui concerne les essais géotechniques préalables à la mise en adjudication du dossier des travaux et en cas de recours à la procédure restreinte, le Ministère de l'Équipement et des Transports est obligatoirement consulté.

Le dossier de demande de promesse ferme établi sur base d'une adjudication ou d'un appel d'offres est soumis à l'Administration préalablement à l'introduction des demandes de paiement.

Le dossier contient l'estimation et la justification de la dépense envisagée.

Il est soumis à l'accord du Ministre.

La demande de paiement introduite après l'obtention de la promesse ferme contient la justification des sommes déboursées par l'organisme d'épuration, et notamment le rapport comportant le résultat des essais et leur interprétation.

Section 4. — Liquidation des subventions

Art. 24. Les frais généraux et les frais d'études, y compris de stabilité, sont liquidés selon les quotités déterminées ci-après sur présentation d'une déclaration de créance :

1^o 60 % après la réception par le maître d'ouvrage de la promesse ferme d'intervention dans les frais d'études et frais généraux, le montant des travaux à prendre en considération étant celui de l'estimation, hors T.V.A., jointe à l'avant-projet;

2^o 75 % (acomptes antérieurs déduits) après l'approbation du projet par le Ministre sur avis de l'Administration, le montant des travaux à prendre en considération étant celui de l'estimation, hors T.V.A., jointe au projet;

3^o 100 % (acomptes antérieurs déduits) après l'approbation du compte final du marché, hors T.V.A., par le Ministre sur avis de l'Administration.

Pour aucune de ces trois tranches, on ne prendra en considération le prix des terrains, les indemnités de toutes natures, les frais de passation de marché et les frais de surveillance.

Art. 25. Les déclarations de créances de l'entrepreneur, contrôlées et approuvées par l'organisme d'épuration sont soumises à la vérification de l'administration. Si les travaux ne sont pas financés par emprunts auprès du Crédit Communal, l'Administration en assure la liquidation à l'organisme d'épuration au plus tard quarante-cinq jours calendrier calculés à partir de la date de réception de la déclaration de créance introduite par l'organisme d'épuration auprès de l'Administration.

Art. 26. En ce qui concerne les autres frais :

1^o la subvention relative aux dépenses définies à l'article 5, 10^o à 13^o, et à l'article 10, est liquidée au fur et à mesure de la présentation de la déclaration de créance de l'entrepreneur, accompagnée d'une déclaration de créance séparée de l'organisme d'épuration concernant ses frais;

2^o la subvention définie à l'article 5, 7^o et 8^o, est liquidée sur présentation des demandes de paiement dont question aux articles 21 et 22;

3^o la subvention définie aux articles 5, 14^o à 18^o et 8, est liquidée sur présentation des demandes de paiement dûment motivées.

Art. 27. Les liquidations s'effectuent sur base des dépenses admises par l'Administration.

Les modalités relatives à la présentation et au contenu des dossiers à introduire à l'Administration pour liquidation peuvent être définies par le Ministre.

Art. 28. Sur les subventions relatives aux dépenses d'investissement visées à l'article 5, 1^o à 5^o, 8^o et 11^o à 13^o, l'organisme d'épuration bénéficie lors de la réception par l'Administration de l'ordre de commencer les travaux, d'une avance pour autant que les travaux ne soient pas financés par emprunts consentis par le Crédit Communal.

Cette avance ne peut excéder :

— 30 % du montant des marchés attribués d'une valeur inférieure à quatre-vingts millions (80) de francs (T.V.A. comprise);

— 25 % du montant des marchés attribués d'une valeur comprise entre quatre-vingts (80) et trois cent vingt (320) millions de francs inclus (T.V.A. comprise), avec un minimum de vingt-quatre (24) millions de francs;

— 20 % du montant des marchés attribués d'une valeur supérieure à trois cent vingt (320) millions de francs (T.V.A. comprise), avec un minimum de quatre-vingts (80) millions de francs.

CHAPITRE IV. — Dispositions abrogatoires et transitoires

Art. 29. Est abrogé pour la Région wallonne l'arrêté royal du 13 mai 1980 relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subsides pour l'exécution de travaux d'hygiène exécutés à l'initiative de certaines sociétés intercommunales.

Art. 30. Le Ministre est chargé d'exercer, dans un délai de quatre mois suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté, le pouvoir de résiliation conféré à l'Exécutif par l'article 71 du décret.

Art. 31. Les frais visés à l'article 5, 7^o, c, sont subsidiés sur base du présent arrêté pour toutes les acquisitions déjà réalisées par l'organisme d'épuration depuis le 21 décembre 1977, déduction faite des montants desdits frais déjà perçus.

Art. 32. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1992.

Art. 33. Le Ministre de la Région wallonne qui a l'Eau dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 novembre 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre des Affaires intérieures,
chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau,

A. VAN der BIEST

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 92 — 1095

[C — 27174]

20. NOVEMBER 1991. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive
zur Regelung der Gewährung der Zuschüsse
für die Investitionen der anerkannten Vereinigungen für die Klärung

Aufgrund des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung, insbesondere der Artikel 16, 20 und 48, § 4;

Aufgrund des Gutachtens des Beratenden Ausschusses für den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung vom 15. Februar 1991;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts vom 28. Oktober 1991;
 Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;
 Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden, den Bezuschußten Arbeiten und dem Wasser für die Wallonische Region,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

KAPITEL I. — *Definitionen*

Artikel 1. Für die Anwendung vorliegenden Erlasses versteht man unter :

- 1° « Dekret » : das Dekret vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung;
- 2° « Minister » : den Minister, Mitglied der Wallonischen Regionalexekutive, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört;
- 3° « Verwaltung » : die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt;
- 4° « Vereinigung für die Klärung » : die Vereinigung von Gemeinden, die gemäß den Artikeln 17 und 18 des Dekrets von der Exekutive anerkannt worden ist;
- 5° « Ausschuß » : den Beratenden Ausschuß für den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung.

KAPITEL II. — *Programme zur Einschränkung der Verschmutzung*

Art. 2. § 1. Aufgrund der Vorschläge, die die Vereinigungen für die Klärung spätestens am 15. November des vorhergehenden Jahres übermitteln, läßt die Verwaltung dem Minister spätestens am 31. März des Jahres vor dem berücksichtigten Haushaltsjahr den Vorentwurf des Dreijahresprogramms zur Einschränkung der Verschmutzung zukommen, das für jede durchzuführende Investition folgendes enthält :

- die in Artikel 16 § 2 des Dekrets bestimmten Angaben;
- ihre Beschreibung und ihre Lokalisierung;
- all ihre Ziele und ihre finanziellen Auswirkungen;
- ihre Rechtfertigung in der verlangten Rangordnung;
- die eventuellen Zusammenhänge mit Arbeiten oder Entwürfen, die zu Lasten verschiedener Behörden gehen;
- eine Einschätzung des erhofften Resultats in bezug auf die Verbesserung der Qualität des Oberflächenwassers.

§ 2. Der Minister holt das Gutachten des Ausschusses ein. Dieser entscheidet binnen vierzig Tagen nach Empfang des Programmentwurfs.

§ 3. Die Exekutive bestimmt das Programm, bevor der Entwurf des Haushaltsplans beim Wallonischen Regionalrat eingereicht wird. Der Minister übermittelt der Verwaltung den Bescheid über den Beschluß, und sie leitet ihn binnen fünfzehn Tagen an die Vereinigungen für die Klärung weiter.

Art. 3. § 1. Jede Vereinigung für die Klärung übermittelt der Verwaltung spätestens am 30. Juni des Jahres vor dem berücksichtigten Haushaltsjahr eine Fortschreibung des mehrjährigen Sanierungsprogramms.

Diese umfaßt die Liste der Untersuchungen, Arbeiten, geotechnischen Versuche und Anschaffungen, für die eine Ausgabeverpflichtung im Laufe des Haushaltsjahres vorgeschlagen wird.

Für jede geplante Investition zur Einschränkung der Verschmutzung muß folgendes aufgeführt werden :

- 1° die Angaben bezüglich der erhofften Verbesserungen der verschiedenen Parameter in bezug auf das der Eignung der berücksichtigten Zone entsprechende Qualitätsziel oder notfalls im Verhältnis zu dem berücksichtigten Wasserlauf;
- 2° eine Schätzung der Gesamtkosten, einschließlich der Landentnahmen und der geotechnischen Versuche;
- 3° die voraussichtliche Staffelung für die folgenden Jahre;
- 4° die Vorschläge eventueller Restaurations-, Verbesserungs- und Erneuerungsarbeiten und ihre jeweilige Rechtfertigung.

§ 2. Die Verwaltung läßt dem Minister den Vorentwurf des Jahresprogramms spätestens am 30. September desselben Jahres mit dem Bericht zukommen, den sie erstellt hat.

§ 3. Innerhalb des Monats, nach dem der Wallonische Regionalrat die Dekrete zur Festlegung der Haushaltspläne für die Einnahmen und die Ausgaben der Wallonischen Region genehmigt hat, läßt der Minister der Verwaltung das Jahresprogramm zukommen, so wie es genehmigt worden ist. Die Verwaltung stellt ihn binnen fünfzehn Tagen den Vereinigungen für die Klärung zu.

KAPITEL III. — *Gewährung der Zuschüsse*

Art. 4. Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann der Minister den Vereinigungen für die Klärung Zuschüsse zum Satz von 100 % ihrer zulässigen Ausgaben gemäß den Bestimmungen vorliegenden Erlasses gewähren.

Abschnitt 1. — Zulässige und nichtzulässige Ausgaben

Art. 5. Als zulässige Ausgaben gelten :

1° die Arbeiten für den Bau der Sammler und dazugehörigen Anlagen, der Abwasserpumpwerke, der Anlagen für die Klärung der Abwässer aus der öffentlichen Kanalisation und aus Sammlern, der Regenrückhaltebecken und Ablässe, der zur Beseitigung des geklärten Abwassers und zur Schlammbehandlung erforderlichen Anlagen und der Betriebsgebäude;

2° die Lieferung und die Aufstellung von Ausrüstungsgütern, die zum Funktionieren der in Nr. 1 erwähnten Anlagen erforderlich sind; einschließlich der Fahrzeuge für den Unterhalt und die Betreibung der oben in Nr. 1 erwähnten Anlagen;

3° die Arbeiten zur Änderung und zur Einrichtung der in Nr. 1 erwähnten Anlagen und der Anlagen, die im Rahmen der Artikel 73 und 74 des Dekrets übernommen werden, wenn die Verwaltung sie für unerlässlich für den Unterhalt und die Wiederinbetriebnahme der bestehenden Anlagen oder für die Verbesserung ihrer Leistungsfähigkeit hält;

4° die Arbeiten, die zur Einrichtung von dem öffentlichen Sektor gehörenden bzw. von ihm verwalteten Grundstücken erforderlich sind, auf denen die Rückstände von Kläranlagen und ihr Schlamm ausgebracht bzw. abgeleitet werden dürfen;

5° die zur Errichtung der Aufbereitungsanlagen für die Fäkalien von Faulgruben erforderlichen Arbeiten;
 6° die in den Artikel 7 und 9 bis 13 bestimmten Kosten, außer wenn sie zusätzliche Arbeiten betreffen, die nicht bezuschußt werden dürfen;

7° a) die Kosten für die Anschaffungen der unbeweglichen Güter (einschließlich des eventuellen Windfallholzes), die zur Ausführung der Arbeiten erforderlich sind, und zwar bis zu dem Wert, den das Immobilienerwerbskomitee für Rechnung des Staates oder der örtlich zuständige Einnehmer der Registrierungs- und Domänenverwaltung festgesetzt hat;

b) die Kosten, die die Vereinigung für die Klärung bei einer notariellen Beurkundung eines Kaufvertrags oder bei einer gerichtlich angeordneten Enteignung trägt, und zwar in dem gleichen Maße wie die Hauptforderung;

c) die Absteckungs-, Vermessungs-, Sachverständigenkosten, die Kosten für die hypothekarische Nachforschung, die Erstellung der Pläne für Landentnahmen, die Kosten für die Verhandlung, die Umschreibung, die den Mietern eventuell geschuldeten Entschädigungen sowie die Kosten für die Miete der zur Ausführung der Arbeiten erforderlichen unbeweglichen Güter.

In den in Artikel 5, Nr. 7, Lit. c, erwähnten Fällen bilden die Kosten den Gegenstand von Akten, in denen die Anschaffungen für ein und dasselbe Vorhaben von Arbeiten zusammengelegt sind. Sie werden durch Rechnungen, Honorarrechnungen oder alle anderen Belege für die verschiedenen Leistungen der Vereinigung für die Klärung gerechtfertigt;

d) der durch die gerichtliche Entscheidung festgelegte Betrag sowie die diesbezüglichen Gerichtskosten bei einer gerichtlich angeordneten Enteignung;

8° die geotechnischen Versuche im Sinne von Artikel 23;

9° die von der Verwaltung genehmigten zusätzlichen Arbeiten;

10° die Vertragsänderungen;

11° die Mehrwertsteuer bezüglich der bezuschußbaren Ausgaben, und zwar jedesmal, wenn sie zu zahlen ist;

12° die Kosten für die Versicherung-Kontrolle und die Baustellenvollkaskoversicherung;

13° jede Gebühr, die der Auftragnehmer schuldet, sofern diese ausdrücklich im Sonderlastenheft auferlegt und im Aufmaß beschrieben worden ist;

14° jede Gebühr, die der Bauherr schuldet, sofern sie ausdrücklich gerechtfertigt worden ist;

15° die ordnungsgemäß gerechtfertigten Zinsen während der Bauzeit, die vom Bauherrn getragen werden, wenn die zur Zahlung der Arbeiten erforderlichen finanziellen Mittel mit Verspätung von der Wallonischen Region zur Verfügung gestellt werden; sie bilden den Gegenstand eines vollständigen Berichts, der der Verwaltung zur Prüfung übermittelt wird;

16° die Kosten für eine erneute Ausschreibung, mit Ausnahme der Kosten für die Ausschreibungsdokumente, wenn sie nicht der Vereinigung für die Klärung anzulasten sind;

17° die Kosten bezüglich der durch die Gesetzes- bzw. Verordnungsbestimmungen vorgeschriebenen Untersuchungen, einschließlich der Umweltverträglichkeitsprüfungen;

18° die Kosten bezüglich der Ausführung oder der Fortschreibung der allgemeinen Untersuchungen bzw. Teile von Untersuchungen zur Sanierung von Entwässerungsflächen.

Art. 6. Als nichtzulässige Ausgaben gelten :

1° die Ausgaben in bezug auf die Abwasserkanäle von Privatpersonen, außer in Sonderfällen, wo die Verwaltung die Ausgabe aus spezifischen Gründen bewilligt;

2° die der Vereinigung für die Klärung anzulastenden Erneuerungs- und Instandsetzungsarbeiten, die auf einen Mangel an Wartung bzw. Prüfung der Anlagen zurückzuführen sind;

3° die Verzugszinsen, die an den Unternehmer zu zahlen sind, weil die Arbeiten nicht innerhalb der vorgesehenen Frist bezahlt worden sind, und zwar wenn sie auf einen Fehler des Bauherrn zurückzuführen sind;

4° jeder Preisaufschlag, den die Firmen, die den Auftrag erhalten haben, wegen einer ausschließlich der Vereinigung für die Klärung zuzuschreibenden verspäteten Mitteilung verlangen.

Art. 7. Wenn die Vereinigung für die Klärung von anderen, nationalen oder internationalen, öffentlich-rechtlichen Personen finanzielle Beihilfen für die Sanierungsarbeiten erhält, muß sie die Verwaltung darüber informieren. Der Betrag des Zuschusses der Region wird so verringert bzw. zurückgezahlt, daß der Gesamtbetrag der Beihilfen 100 % nicht überschreitet.

Den Erlös aus der Verwertung eines unbeweglichen Gutes, das durch den Zuschuß im Rahmen des vorliegenden Erlasses erworben worden ist, muß die Vereinigung für die Klärung für eine Ausgabe in bezug auf die von der Verwaltung zugelassenen Anschaffungen von unbeweglichen Gütern oder Landentnahmen bestimmen.

Art. 8. Wenn ein Fehler nicht auf die Vereinigung für die Klärung zurückzuführen ist, können die Gerichtskosten, einschließlich der Honorare der Rechtsanwälte und Sachverständigen, die von der Vereinigung für die Klärung hinreichend begründeten Leistungen sowie die Entschädigungen, zu deren Zahlung sie verurteilt werden könnten, bezuschußt werden.

Abschnitt 2. — Zu einem Pauschalsatz berechnete zulässige Ausgaben

Art. 9. Die Gemeinkosten werden auf 2,5 % des Betrags der Kosten für die Arbeiten und die geotechnischen Versuche (ohne MwSt.) festgelegt.

Art. 10. Die Kosten für die effektive Überwachung der in Artikel 5 erwähnten Arbeiten belaufen sich pauschal :

— auf 4,5 % des Betrags (ohne MwSt.) der Arbeiten für den Teilbetrag zwischen null (0) und elf Millionen Franken (11) einschließlich;

— auf 3,5 % des Betrags (ohne MwSt.) der Arbeiten für den Teilbetrag zwischen elf Millionen Franken (11) und achtundvierzig Millionen Franken (48) einschließlich;

— auf 2,5 % des Betrags (ohne MwSt.) der Arbeiten für den Teilbetrag über achtundvierzig Millionen Franken (48).

Art. 11. Wenn die Vereinigung für die Klärung die Untersuchungen selbst vornimmt und die Leitung der Arbeiten, die nicht mit den Sammlern und den geotechnischen Versuchen zusammenhängen, übernimmt :

1° werden die Kosten für die im Ausschreibungsverfahren oder freihändig vergebenen Arbeiten pauschal festgesetzt :

a) auf 10 % des Betrags der Arbeiten für Arbeiten, die sich auf weniger als fünf Millionen Franken (5) belaufen;

b) auf 9 % des Betrags der Arbeiten für die Arbeiten, die sich auf einen Betrag zwischen fünf Millionen Franken (5) und neun Millionen Franken (9) einschließlich belaufen, mit einem Minimum von fünfhunderttausend Franken (500 000);

c) auf 8 % des Betrags der Arbeiten für Arbeiten, die sich auf einen Betrag zwischen neun Millionen Franken (9) und zwanzig Millionen Franken (20) einschließlich belaufen, mit einem Minimum von achthundertzweitausend Franken (810 000);

d) auf 7 % des Betrags der Arbeiten für Arbeiten, die sich auf einen Betrag zwischen zwanzig Millionen Franken (20) und vierzig Millionen Franken (40) einschließlich belaufen, mit einem Minimum von ein Million sechshunderttausend Franken (1,6);

e) auf 6,5 % des Betrags der Arbeiten für Arbeiten, die sich auf einen Betrag zwischen vierzig Millionen Franken (40) und siebzig Millionen Franken (70) einschließlich belaufen, mit einem Minimum von zwei Millionen achthunderttausend Franken (2,8);

f) auf 6 % des Betrags der Arbeiten für Arbeiten, die sich auf einen Betrag zwischen siebzig Millionen Franken (70) und hundertsechzig Millionen Franken (170) einschließlich belaufen, mit einem Minimum von vier Millionen fünfhundertfünfzigtausend Franken (4,55);

g) auf 5,5 % des Betrags der Arbeiten für Arbeiten, die sich auf einen Betrag zwischen hundertsechzig Millionen Franken (170) und fünfhundert Millionen Franken (500) einschließlich belaufen, mit einem Minimum von zehn Millionen zweihunderttausend Franken (10,2);

h) auf 5 % des Betrags der Arbeiten für Arbeiten, die sich auf einen Betrag von mehr als fünfhundert Millionen Franken (500) belaufen, mit einem Minimum von siebenundzwanzig Millionen fünfhunderttausend Franken (27,5);

2° werden die Kosten für die durch Angebotsaufruf vergebenen Arbeiten pauschal auf 5,5 % des Betrags der Arbeiten festgesetzt;

3° werden die Kosten für den Teil der Arbeiten im bezug auf die Bauwerke, die Stabilitätsrechnungen erfordert haben, auf 5 % des Betrags (ohne MwSt.) des Konstruktionsmaterials, das zu diesen Berechnungen führt, festgesetzt.

Wenn die Vereinigung für die Klärung die Untersuchungen und die Leitung der Arbeiten an einen Subunternehmer vergibt, muß der Vertrag der Verwaltung zur Begutachtung und dem Minister zur Genehmigung vorgelegt werden. Der bezuschußbare Betrag darf weder über dem im Vertrag vorgesehenen Betrag noch über demjenigen liegen, der im ersten Absatz vorgesehen ist.

Art. 12. § 1. Die Beträge der in den Artikeln 10, 11 und 28, aufgeführten Arbeiten werden jedes Jahr aufgrund des vom Ministerium der Wallonischen Region mitgeteilten Aufwertungskoeffizienten indiziert.

Der Aufwertungskoeffizient wird durch das arithmetische Mittel aus dem Index der Verbraucherpreise und dem Index der Preise der industriellen Produkte ermittelt.

Die Indexierung erfolgt zum ersten Mal im Jahre 1992 durch Anwendung des Aufwertungskoeffizienten des Jahres 1991. Die Indexierung erfolgt jedes Jahr auf der Grundlage des indizierten Betrags des vorhergehenden Jahres.

Die indizierten Beträge gelten in bezug auf die Berechnung der Honorare für die Unternehmen, für die es am 31. Dezember noch keine vorläufige Abnahme gegeben hat.

§ 2. Die Beträge der in Artikel 16 aufgeführten Kosten werden jedes Jahr durch Anwendung des Faktors s/S indiziert, wobei :

— S das Mittel aus den von der Nationalen Paritätischen Kommission der Bauindustrie festgesetzten Stundenlöhnen der angelernten Facharbeiter und der Hilfsarbeiter darstellt, erhöht um den gesamten Prozentsatz der Soziallasten und Versicherungen, so wie er am 1. Januar 1992 vom Ministerium der öffentlichen Arbeiten angenommen worden ist;

— s das gleiche Mittel am 1. Januar des Jahres darstellt, in dem die Vereinigung für die Klärung den Antrag auf Auszahlung einreicht.

Art. 13. Die Kosten für die Planung und Leitung der Arbeiten bezüglich der Sammler und geotechnischen Versuche sind ungeachtet des Vergabeverfahrens pauschal auf 5,5 % des Gesamtbetrags der Arbeiten und geotechnischen Versuche festgelegt.

Für Abwassersammler, die in Bergwerksgebieten mit Bodensetzungen im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive zur Organisierung der Entwässerung errichtet werden sollen, ist der Satz auf 6,5 % festgesetzt.

Art. 14. Abändernde Untersuchungen, die auf Verlangen der Verwaltung vorgenommen werden und nicht auf einen Fehler der Vereinigung für die Klärung zurückzuführen sind, bilden den Gegenstand von zusätzlichen Vergütungen zu den in den Artikeln 9 bis 13 und 16 festgelegten Sätzen.

Art. 15. Für die Bestimmung der Endabrechnung in bezug auf die Gemeinkosten, die Überwachungskosten und die Kosten für die Untersuchungen, einschließlich der Stabilitätsprüfungen, ist der zu berücksichtigende Gesamtbetrag der Arbeiten der Gesamtbetrag der Endabrechnung für den gemäß Artikel 5 bezuschußbaren Auftrag, ohne MwSt. und ohne Abzug der vom Unternehmer getragenen Abschläge, Geldstrafen und Verzugsgebühren.

Art. 16. § 1. Die Kosten bezüglich der Leistungen der Vereinigungen für die Klärung für die Vermessung, die Absteckung und die Erstellung der Pläne für Landentnahmen werden pauschal festgelegt auf :

1° für Sammler, wobei L die in Metern ausgedrückte Gesamtlänge der in einer gleichen Erwerbsakte erwähnten und auf Privateigentum verlegten Leitungstrecken, die als Volleigentum, im Untergrund oder als Grunddienstbarkeit erworben werden, ohne Abzug der Längen von Schächten, von Überläufen und Sonderteilen darstellt :

a) wenn L 200 Metern entspricht oder darunter liegt : vierundvierzigtausend Franken (44 000);

b) Wenn L über 200 Metern liegt und 2 000 Metern entspricht oder darunter liegt : $L \times 220$ F/m;

c) Wenn L über 2 000 Metern liegt : achtzigtausend Franken (80 000) + $L \times 180$ F/m.

2° für Kläranlagen, Pumpwerke, Rückhaltebecken, Grundstücke, auf denen die Rückstände von Kläranlagen und ihr Schlamm ausgebracht bzw. abgeleitet werden, wobei S die in Quadratmetern ausgedrückte Gesamtfläche ist, die im Volleigentum zu erwerben ist und die den Gegenstand derselben Erwerbsakte bildet :

a) wenn S 200 Quadratmetern entspricht oder darunter liegt : neununddreißigtausend zweihundert Franken (39 200);

b) Wenn S über 200 Quadratmetern liegt und 10 000 Metern entspricht oder darunter liegt : fünfunddreißigtausend zweihundert Franken (35 200) + $S \times 20$ F/m²;

c) wenn S über 10 000 Quadratmetern liegt : fünfundsiebzigtausend zweihundert Franken (75 200) + $S \times 16$ F/m².

§ 2. Die Kosten bezüglich der Leistungen der Vereinigungen für die Klärung für die Verhandlung vor dem gütlichen Erwerb bzw. der gerichtlich angeordneten Enteignung der unbeweglichen Güter werden pro Kaufakte pauschal festgelegt auf :

1° für Sammler : $L \times 330 \text{ F/m}$ mit einem Minimum von achtundsiebzigtausend vierhundert Franken (78 400) 2° für Kläranlagen, Pumpwerke, Rückhaltebecken, Zonen, wo Schlamm und Klärrückstände gelagert oder abgelagert werden : $S \times 20 \text{ F/m}^2$ mit einem Minimum von achtundsiebzigtausend vierhundert Franken (78 400).

L und S sind in § 1 definiert worden.

Wenn das Immobilienerwerbskomitee sich für Rechnung des Staates an den Verhandlungen beteiligt, wird der Zuschuß für diese Kosten zur Hälfte reduziert.

§ 3. Bei einer Enteignung werden die zusätzlichen Kosten der Vereinigung für die Klärung pro Eigentümer, der zu enteignen ist, pauschal festgelegt auf :

1° vor dem Friedensgericht : hundertdreißigtausend Franken (130 000);

2° pro zusätzliche Instanz : hunderttausend Franken (100 000).

Abschnitt 3. — Verfahren zur Gewährung des Zuschusses für jede Investition

Art. 17. Vor der Ausschreibung der Arbeiten muß die Vereinigung für die Klärung die grundsätzliche Bezuschussungszusage der Region für die Arbeiten besitzen. Diese grundsätzliche Zusage wird vom Minister erteilt, nachdem die Verwaltung die Akte zum Entwurf der Arbeiten geprüft hat.

Art. 18. Für jede im Dreijahresprogramm genehmigte Investition kann der Minister die feste Zusage zur Beteiligung an den Kosten für die Untersuchungen, einschließlich der Stabilitätsprüfungen, und die Gemeinkosten aufgrund der Schätzung der Kosten der Arbeiten und der Kosten der Versuche erteilen.

Wenn nichts im Dreijahresprogramm erwähnt ist, kann der Minister den Zuschuß für Arbeiten, Landentnahmen und Versuche gewähren, die zur zweckmäßigen Ausführung einer anderen Arbeit erforderlich sind.

Art. 19. Der Minister kann der Vereinigung für die Klärung aufgrund des Gutachtens der Verwaltung die feste Zusage zur Beteiligung der Region an den Kosten der Arbeiten erteilen. Zu diesem Zweck reicht die Vereinigung für die Klärung eine gemäß den eventuell vom Minister bestimmten Modalitäten und Fristen angelegte Akte zur Beantragung der festen Zusage bei der Verwaltung ein.

Die Anweisung zur Inangriffnahme der Arbeiten darf erst nach Eingang der festen Zusage erteilt werden.

Art. 20. Die Verwaltung wird informiert :

1° über das Datum der Inangriffnahme der Arbeiten durch den Versand einer Kopie der Anweisung zur Inangriffnahme der Arbeiten;

2° über das für die jeweilige Abnahme der Anlagen angesetzte Datum, und zwar mindestens 10 Tage im voraus.

Art. 21. Jegliche Änderung der Bedingungen des Vorhabens bzw. des Auftrags kann nur mit der Genehmigung des Ministers aufgrund des Gutachtens der Verwaltung für die Gewährung des Zuschusses berücksichtigt werden.

Art. 22. Für die Anschaffungen von unbeweglichen Gütern wird die Akte zur Beantragung der festen Zusage der Verwaltung vorgelegt. Diese Akte enthält insbesondere die Schätzung der in Art. 5, Nr. 7 Lit. a, b und c, vorgesehenen Kosten.

Sie wird dem Minister zur Genehmigung vorgelegt.

Die nach Erlangung der festen Zusage eingereichten Zahlungsanträge enthalten die Rechtfertigung der Summen, die die Vereinigung für die Klärung effektiv ausgegeben hat, und insbesondere Kopien der schriftlichen Kaufverträge.

Der Minister kann bestimmen, welche Dokumente für die Auszahlung der verlangten Beträge beizubringen sind.

Die Zahlungsanträge dürfen nur einen Teil der gleichen Kaufakte betreffen.

Die in Artikel 10 gemeinten Teilkosten bezüglich der Akte werden dann im Verhältnis zu den betreffenden Längen bzw. Flächen berechnet.

Art. 23. Für die geotechnischen Versuche vor der Ausschreibung der Akte zu den Arbeiten und bei einem beschränkten Verfahren muß das Ministerium für die Ausrüstung und das Transportwesen unbedingt gehört werden.

Die aufgrund einer Ausschreibung oder eines Angebotsaufrufs angelegte Akte zur Beantragung der festen Zusage wird der Verwaltung vor Einreichung der Zahlungsanträge vorgelegt.

Die Akte enthält die Schätzung und die Rechtfertigung der geplanten Ausgabe.

Sie wird dem Minister zur Genehmigung vorgelegt.

Der nach Erlangung der festen Zusage eingereichte Zahlungsantrag enthält die Rechtfertigung der Summen, die die Vereinigung für die Klärung effektiv ausgegeben hat, und insbesondere den Bericht mit dem Ergebnis der Versuche und ihrer Auswertung.

Abschnitt 4. — Auszahlung der Zuschüsse

Art. 24. Die Gemeinkosten und die Kosten für die Untersuchungen, einschließlich der Stabilitätsprüfungen, werden gemäß den nachstehenden Sätzen bei Vorlage einer Schuldforderung ausgezahlt :

1° 60 %, nachdem der Bauherr die feste Zusage zur Beteiligung an den Untersuchungskosten und Gemeinkosten erhalten hat, wobei der zu berücksichtigende Betrag der Arbeiten derjenige der dem Vorentwurf beigefügten Schätzung, ohne MwSt., ist;

2° 75 % (nach Abzug der vorhergehenden Vorschüsse), nachdem der Minister den Entwurf aufgrund des Gutachtens der Verwaltung genehmigt hat, wobei der zu berücksichtigende Betrag der Arbeiten derjenige der dem Entwurf beigefügten Schätzung, ohne MwSt., ist;

3° 100 % (nach Abzug der vorhergehenden Vorschüsse), nachdem der Minister die Endabrechnung des Auftrags, ohne MwSt., aufgrund des Gutachtens der Verwaltung genehmigt hat.

Für keinen dieser Teilbeträge werden der Preis der Grundstücke, die Vergütungen aller Arten, die Kosten für die Vergabe des Auftrags und die Überwachungskosten berücksichtigt.

Art. 25. Die von der Vereinigung für die Klärung nachgeprüften und genehmigten Schuldforderungen des Unternehmers werden der Verwaltung zur Überprüfung übermittelt. Wenn die Arbeiten nicht durch Anleihen beim Gemeindegeld finanziert werden, zahlt die Verwaltung der Vereinigung für die Klärung die Kosten spätestens fünfundvierzig Kalendertage ab dem Tag des Empfangs der von der Vereinigung für die Klärung für die Verwaltung eingereichten Schuldforderung aus.

Art. 26. Für die anderen Kosten :

1° wird der Zuschuß bezüglich der in Artikel 5 Nrn. 10 bis 13 und in Artikel 10 bestimmten Ausgaben nach und nach bei Vorlage der Schuldforderung des Unternehmers und einer separaten Schuldforderung der Vereinigung für die Klärung in bezug auf ihre Kosten ausgezahlt;

2° wird der in Artikel 5 Nrn. 7 und 8 bestimmte Zuschuß bei Vorlage der in den Artikeln 21 und 22 erwähnten Zahlungsanträge ausgezahlt;

3° wird der in Artikel 5 Nrn. 14 bis 18 und in Artikel 8 bestimmte Zuschuß bei Vorlage der hinreichend begründeten Zahlungsanträge ausgezahlt.

Art. 27. Die Auszahlungen erfolgen aufgrund der von der Verwaltung zugelassenen Ausgaben.

Der Minister kann die Modalitäten für die Vorlage und den Inhalt der Akten bestimmen, die bei der Verwaltung zur Auszahlung eingereicht werden.

Art. 28. Beim Eingang der Anweisung zur Inangriffnahme der Arbeiten bei der Verwaltung erhält die Vereinigung für die Klärung einen Vorschuß auf die Zuschüsse bezüglich der in Artikel 5 Nrn. 1 bis 5 8 und 11 bis 13 erwähnten Investitionsausgaben, sofern die Arbeiten nicht durch Anleihen vom Gemeindegeld finanziert werden.

Dieser Vorschuß darf folgende Sätze nicht überschreiten :

— 30 % des Betrags der erteilten Aufträge in einem Wert unter achtzig Millionen Franken (80) (MwSt. einbegriffen);

— 25 % des Betrags der erteilten Aufträge in einem Wert zwischen achtzig (80) und dreihundertzwanzig (320) Millionen Franken einschließlich (MwSt. einbegriffen), mit einem Minimum von vierundzwanzig (24) Millionen Franken;

— 20 % des Betrags der erteilten Aufträge in einem Wert über dreihundertzwanzig (320) Millionen Franken (MwSt. einbegriffen), mit einem Minimum von achtzig (80) Millionen Franken.

KAPITEL IV. — *Aufhebungs- und Übergangsbestimmungen*

Art. 29. Der Königliche Erlaß vom 13. Mai 1960 über die Beteiligung des Staates in Sachen Zuschüsse für die Ausführung von Hygienearbeiten auf Initiative gewisser interkommunaler Gesellschaften wird für die Wallonische Region aufgehoben.

Art. 30. Der Minister ist beauftragt, die der Exekutive durch Artikel 71 des Dekrets übertragene Befugnis zur Kündigung binnen einer Frist von vier Monaten nach Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses auszuüben.

Art. 31. Die in Artikel 5 Nr. 7 Lit. c, erwähnten Kosten werden für alle Anschaffungen, die die Vereinigung für die Klärung bereits seit dem 21. Dezember 1977 getätigt hat, nach Abzug der bereits erhaltenen Beträge der besagten Kosten aufgrund des vorliegenden Erlasses bezuschußt.

Art. 32. Vorliegender Erlaß tritt am 1. Januar 1992 in Kraft.

Art. 33. Der Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört, ist mit der Durchführung vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 20. November 1991:

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem regionalen öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Inneren Angelegenheiten,
beauftragt mit den Lokalen Behörden, den Bezuschußten Arbeiten und dem Wasser,

A. VAN der BIEST

—
VERTALING

—
MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 92 — 1095

[C — 27174]

20 NOVEMBER 1991. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve houdende regeling van de toekenning van toelagen voor de investeringen van de erkende zuiveringsinstellingen

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het decreet van 7 oktober 1985 op de bescherming van het oppervlaktewater tegen de verontreiniging, inzonderheid op de artikelen 16, 20 en 48, § 4;

Gelet op het advies van de Adviescommissie voor de bescherming van het oppervlaktewater tegen de verontreiniging gegeven op 15 februari 1991;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting gegeven op 28 oktober 1991;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, belast met Plaatselijke Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water voor het Waalse Gewest,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° « decreet » : het decreet van 7 oktober 1985 op de bescherming van het oppervlaktewater tegen de verontreiniging;

2° « Minister » : de Minister, lid van de Waalse Gewestexecutieve, tot wiens bevoegdheid het Waterbeleid behoort;

3° « Bestuur » : de « Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement » (Algemene Directie Natuurlijke Bronnen en Leefmilieu);

4° « zuiveringsinstelling » : de door de Waalse Gewestexecutieve overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van het decreet erkende vereniging van gemeenten;

5° « Commissie » : de Adviescommissie voor de bescherming van het oppervlaktewater tegen de verontreiniging.

HOOFDSTUK II. — Programma's ter vermindering van de verontreiniging

Art. 2. § 1. Op basis van de door de zuiveringsinstellingen uiterlijk op 15 november van het vorige jaar medegedeelde voorstellen, richt het Bestuur uiterlijk op 31 maart van het jaar dat het beschouwde begrotingsjaar voorafgaat, het ontwerp van driejaarprogramma ter vermindering van de verontreiniging aan de Minister; dit programma omvat voor elke uit te voeren investering de volgende gegevens :

- de in artikel 16, § 2, van het decreet vastgestelde aanduidingen;
- zijn beschrijving en plaatsaanduiding;
- zijn doelstellingen ongeacht hun aard en zijn financiële gevolgen;
- zijn verantwoording in de verzochte voorrangsorte;
- de eventuele verbindingsverhoudingen met werken of ontwerpen die ten laste van verschillende openbare overheden komen;
- een beoordeling van het verwachte resultaat over de verbetering van de kwaliteit van het oppervlaktewater.

§ 2. De Minister wint het advies van de Commissie in. Deze Commissie doet uitspraak binnen veertig dagen na de ontvangst van het ontwerp van driejaarprogramma.

§ 3. De Executieve stelt het programma vast voor de indiening van het begrotingsontwerp bij de Waalse Gewestraad. De bekendmaking van de beslissing wordt gericht voor de Minister aan het Bestuur dat deze beslissing binnen vijftien dagen aan de zuiveringsinstellingen bekendmaakt.

Art. 3. § 1. Elke zuiveringsinstelling richt aan het Bestuur uiterlijk op 30 juni van het jaar dat het beschouwde begrotingsjaar voorafgaat, een bijwerking van het meerjarige zuiveringsprogramma.

Dit bijwerken omvat de lijst van de onderzoeken, werken, geotechnische proeven en verwervingen waarvan de aanwending gedurende het begrotingsjaar wordt voorgesteld.

Voor elke investering gepland met het oog op de vermindering van de verontreiniging moeten de volgende aanduidingen voorkomen :

1° de aanduidingen over de verwachte verbeteringen van de verschillende parameters betreffende het kwaliteitsdoel dat met de bestemming van het beschouwde gebied overeenstemt of, bij gebrek daarvan, in verband met de kwaliteit van de beschouwde waterloop;

2° een raming van de totale kosten, met inbegrip van de grondinnemingen en van de geotechnische proeven;

3° de voorzienbare spreiding op de volgende jaren;

4° de voorstellen van eventuele restauratie, verbeterings- en hernieuwingswerken en hun rechtvaardigingen.

§ 2. Het Bestuur richt uiterlijk op 30 september van hetzelfde jaar het voorlopig ontwerp van jaarprogramma met het door het opgemaakte verslag aan de Minister.

§ 3. Binnen de maand na de goedkeuring van de decreten houdende de begrotingen van de ontvangsten en uitgaven van het Waalse Gewest door de Waalse Gewestraad, deelt de Minister het jaarprogramma mede aan het Bestuur zoals het goedgekeurd werd.

Het Bestuur betekent dit programma binnen vijftien dagen aan de zuiveringsinstellingen.

HOOFDSTUK III. — Toekenninng van de toelagen

Art. 4. Binnen de perken van de uitgetrokken kredieten kan, overeenkomstig de bepalingen van dit besluit, de Minister toelagen verlenen aan de zuiveringsinstellingen tot een bedrag van 100 % van hun toelaatbare uitgaven.

Afdeling 1. — Toelaatbare en ontoelaatbare uitgaven

Art. 5. Worden beschouwd als toelaatbare uitgaven :

1° het bouwen van verzamelriolen en van installaties die daarop betrekking hebben, pompstations van afvalwater, zuiveringsstations van afvalwater afkomstig van openbare riolen en verzamelriolen, buffervijvers en afvoerriolen, die installaties die voor de afvoer van het gezuiverde afvalwater en de behandeling van het zuiveringsslib noodzakelijk zijn en het bouwen van exploitatiegebouwen;

2° het leveren en het plaatsen van uitrustingsgoederen die nodig zijn om de in punt 1 vermelde installaties uit te baten, met inbegrip van de voertuigen bestemd voor het onderhoud en de exploitatie van de in punt 1 bedoelde installaties;

3° het verbouwen en aanpassen van de in punt 1 vermelde installaties en van de installaties die in het kader van de artikelen 73 en 74 van het decreet het voorwerp zijn van een overname, wanneer zij door het Bestuur noodzakelijk zijn verklaard om de bestaande installaties in goede staat te bewaren of deze degeijk uit te baten of hun prestatievermogen te bevorderen;

4° de werken die nodig zijn voor de aanleg van de gemachtigde spreidings- of lozingsterreinen van afvalstoffen en zuiveringsslib afkomstig van zuiveringsstations toebehorende aan de openbare sector of die door hem beheerd zijn;

5° de werken die noodzakelijk zijn voor het bouwen van de behandelingscentra van het slijk afkomstig van septische tanks;

6° de in de artikelen 7 en 9 tot 13 bepaalde kosten, behalve wanneer zij bijkomende werken betreffen welke de toelage niet kunnen genieten;

7° a) de aankoopkosten van de onroerende goederen (met inbegrip van de eventuele omgevallen bomen) die voor de uitvoering van de werken noodzakelijk zijn en ten belope van de waarde vastgesteld door het aankoopcomité tot aankoop van onroerende goederen voor rekening van de Staat of door de ontvanger der registratie en der domeinen die territoriaal daartoe bevoegd is;

b) de kosten die ten laste van de zuiveringsinstelling komen in dezelfde mate als voor de hoofdsom wanneer de koopakte door een notaris verleden is of in geval van gerechtelijke onteigening;

c) de afbakenings-, meetings-, expertisekosten, de kosten van hypothecaire opzoeking, voor het opmaken van de grondinnameplannen, de onderhandelingskosten, de overschrijvingskosten van de akte, de aan huurders eventueel verschuldigde vergoedingen, alsmede de huurkosten van de onroerende goederen vereist voor de uitvoering van werken;

In de in artikel 5, 7°, c, bedoelde gevallen zijn de kosten het voorwerp van dossiers waarin de verwervingen die met eenzelfde werkaanneming overeenstemmen, voorkomen. Die kosten zijn verantwoord door facturen, honorarium of andere bewijsstukken die de prestaties van de zuiveringsinstelling rechtvaardigen;

- d) het door de gerechtelijke beslissing vastgestelde bedrag, alsmede de eraan verbonden gerechtelijke kosten bij toepassing van de gerechtelijke onteigening;
- 8° de in artikel 23 bedoelde geotechnische proeven;
- 9° de door het Bestuur goedgekeurde bijkomende werken;
- 10° de contractuele herzieningen;
- 11° telkens zij verschuldigd wordt de belasting op de toegevoegde waarde met betrekking tot de uitgaven die een toelage kunnen genieten;
- 12° de kosten van controle-verzekering en van all-risk-verzekering-bouwwerk;
- 13° elke door de aannemer verschuldigde retributie voor zover deze retributie in het bestek uitdrukkelijk voorgelegd wordt en in de opmeting beschreven wordt;
- 14° elke door de opdrachtgever verschuldigde retributie voor zover deze retributie uitdrukkelijk verantwoord wordt;
- 15° de behoorlijk verantwoorde tussenrenten die ten laste van de opdrachtgever komen in geval van vertraging in de vereffening door het Gewest van de geldmiddelen die nodig zijn om de werken te betalen; die tussenrenten zijn het voorwerp van een volledig verslag dat aan het Bestuur voor onderzoek wordt gericht;
- 16° de kosten van weer aanbesteding, met uitzondering van de kosten van de aanbestedingsdocumenten wanneer zij niet ten laste van de zuiveringsinstelling komen;
- 17° de kosten met betrekking tot de door wettelijke of reglementaire bepalingen opgelegde onderzoeken, met inbegrip van de milieu-effectenonderzoeken;
- 18° de kosten met betrekking tot de uitvoering of de actualisatie van algemene onderzoeken of delen ervan met het oog op de zuivering van stortbassins.

Art. 6. Worden beschouwd als ontoelaatbare uitgaven :

- 1° zij met betrekking tot afvoerriolen van afvalwater afkomstig van particulieren, behalve bijzondere gevallen waarvoor het Bestuur uit hoofde van specifieke redenen, de uitgave toelaat;
- 2° de vernieuwings- of herstelwerken die het gevolg zijn van een gebrek aan onderhoud of aan controle van de installaties die aan de zuiveringsinstelling te wijten is;
- 3° de renten wegens verzuim verschuldigd door de aannemer uit hoofde van niet-betaling van de uitgevoerde werken binnen de voorziene termijn indien zij het gevolg zijn van de nalatigheid van de opdrachtgever;
- 4° elke door de aannemingsbedrijven vereiste prijsverhoging ten gevolge van een nalatige bekendmaking die exclusief te wijten is aan de zuiveringsinstelling.

Art. 7. Indien de zuiveringsinstellingen financiële bijdragen genieten die door andere nationale of internationale publiekrechtelijke personen met als doel de uitvoering van zuiveringswerken worden verleend, wordt zij verplicht het Bestuur erop de hoogte te brengen. Het bedrag van de toelage van het Gewest zal verminderd of terugbetaald worden zodat het gecumuleerde bedrag van die bijdragen niet 100 % overschrijdt.

De opbrengst van het verkopen van een onroerende goed dat in het kader van dit besluit met de toelage werd aangekocht, moet door de zuiveringsinstelling bestemd worden voor een uitgave met betrekking tot de door het Bestuur toegelaten onroerende verwervingen of grondinname.

Art. 8. Wanneer de nalatigheid niet aan de zuiveringsinstelling te wijten is, kunnen de toelagen genieten de gerechtelijke kosten, met inbegrip van het honorarium van de advocaten en experts, de behoorlijk verantwoorde prestaties van de zuiveringsinstelling, alsmede de vergoedingen die zij veroordeeld wordt te betalen.

Afdeling 2. — Toelaatbare uitgaven berekend tegen een forfaitaire percentage

Art. 9. De algemene kosten worden vastgesteld op 5 % van het bedrag, exclusief BTW, van de kosten van de werken en geotechnische proeven.

Art. 10. De kosten van werkelijke toezicht van de in artikel 5 bedoelde werken worden forfaitair vastgesteld :

- op 4,56 % van het bedrag (exclusief BTW) van de werken voor de tranche nul (0) tot en met elf miljoen frank (11 000 000);
- op 3,5 % van het bedrag (exclusief BTW) van de werken voor de tranche elf miljoen frank (11) tot en met achtenveertig miljoen frank (48);
- op 2,5 % van het bedrag (exclusief BTW) voor de tranche boven achtenveertig miljoen frank (48).

Art. 11. Wanneer de zuiveringsinstelling zelf de onderzoeken verricht en voor de directie van andere werken dan verzameliolen en geotechnische proeven zorgt :

- 1° voor de bij aanbesteding of door onderhandse opdracht gegunde werken worden de kosten forfaitair vastgesteld :
- a) op 10 % van het bedrag van de werken voor werken waarvan het bedrag niet vijf miljoen frank (5) overschrijdt;
 - b) op 9 % van het bedrag van de werken voor werken waarvan het bedrag in de tranche vijf miljoen frank (5) tot en met negen miljoen frank (9) begrepen is, met een minimum van vijfhonderdduizend frank (500 000 F);
 - c) op 8 % van het bedrag van de werken voor werken waarvan het bedrag in de tranche negen miljoen frank (9) tot en met twintig miljoen frank (20) begrepen is, met een minimum van achthonderdentienduizend frank (810 000);
 - d) op 7 % van het bedrag van de werken voor werken waarvan het bedrag in de tranche twintig miljoen frank (20) tot en met veertig miljoen frank (40) begrepen is, met een minimum van één miljoen zeshonderdentienduizend frank (1,61);
 - e) op 6,5 % van het bedrag van de werken voor werken waarvan het bedrag in de tranche veertig miljoen frank (40) tot en met zeventig miljoen frank (70) begrepen is, met een minimum van twee miljoen achthonderdveertigduizend frank (2,8);
 - f) op 6 % van het bedrag van de werken voor werken waarvan het bedrag in de tranche zeventig miljoen (70) tot en met eenhonderdveertig miljoen frank (170) begrepen is, met een minimum van vier miljoen vijfhonderdvijftigduizend frank (4,55);
 - g) op 5,5 % van het bedrag van de werken voor werken waarvan het bedrag in de tranche eenhonderdveertig miljoen frank (170) tot en met vijfhonderd miljoen frank (500) begrepen is, met een minimum van tien miljoen tweehonderdduizend frank (10,2);
 - h) op 5 % van het bedrag van de werken voor werken waarvan het bedrag vijfhonderd miljoen frank (500) overschrijdt, met een minimum van zevenentwintig miljoen vijfhonderdduizend frank (27,5);
- 2° voor de door offerteaanvragen gegunde werken worden de kosten forfaitair vastgesteld op 5,5 % van het bedrag van de werken;

3^o voor het deel van de kunstwerken waarvoor stabiliteitsberekeningen verricht werden, wordt de kosten vastgesteld op 5 % van het bedrag, exclusief BTW, van de constructiedelen waarvoor die berekeningen werden verricht.

Wanneer de onderzoeken en de directie van de werken door de zuiveringsinstelling onderaangenomen worden, moet de overeenkomst aan het Bestuur voor advies en aan de Minister voor akkoord voorgelegd worden. Het bedrag dat de toelage kan genieten, mag niet het in de overeenkomst voorziene bedrag, noch dit voorzien in het eerste lid overschrijden.

Art. 12. § 1. De in de artikelen 10, 11 en 28, vermelde bedragen worden elk jaar aan de index gekoppeld op basis van de door het Ministerie van het Waalse Gewest medegegeelde herwaarderingscoëfficiënt.

De herwaarderingscoëfficiënt wordt bepaald door het rekenkundig gemiddelde van de index van de consumptieprijs en van de index van de industriële productie.

De aanpassing zal voor de eerste maal in 1992 gebeuren; de herwaarderingscoëfficiënt 1991 zal toegepast worden.

De aanpassing zal elk jaar toegepast worden op het geïndexeerde bedrag van het vorige jaar.

De geïndexeerde bedragen zijn van toepassing, voor de berekening van het honorarium, op de aannemingen die op 31 december nog niet voorlopig goedgekeurd worden.

§ 2. De bedragen van de in artikel 16 vermelde kosten worden elk jaar aan de index gekoppeld bij toepassing van de *s/S*-factor waarin :

— *S* vertegenwoordigt het gemiddelde van de uurlonen van de geschoolde en ongeschoolde werkmannen vastgesteld door de Nationale Paritaire Commissie van de Bouwsector, verhoogd met het globale percentage van de sociale lasten en verzekeringen zoals het door het Ministerie van Openbare Werken op 1 januari 1992 wordt toegelaten;

— *s* vertegenwoordigt hetzelfde gemiddelde op 1 januari van het jaar waar de zuiveringsinstelling de vereffeningaanvraag heeft ingediend.

Art. 13. De onderzoek- en directiekosten van de werken met betrekking tot de verzamelriolen en geotechnische proeven worden forfaitair vastgesteld op 5,5 % van het totaal bedrag van de werken en geotechnische proeven ongeacht de gunningswijze van de opdracht.

Wat de afvalwaterverzamelriolen betreft die in mijnverzakkingsgebieden, zoals zij in het besluit van de Waalse Gewestexecutieve houdende regeling van de afwatering worden bepaald, moeten gebouwd zijn, wordt het percentage op 6,5 % vastgesteld.

Art. 14. De op de aanvraag van het Bestuur verrichte wijzigingsonderzoeken die geen betrekking hebben tot een fout van de zuiveringsinstelling, zijn het voorwerp van bijkomende bezoldigingen tegen de in de artikelen 9 tot 13 en 16 vastgestelde percentages.

Art. 15. Voor de bepaling van de eindrekening van de algemene, toezicht- en onderzoekkosten, met inbegrip van de stabiliteitsonderzoeken, is het totaal bedrag van de in aanmerking te nemen werken dit, exclusief BTW, van de eindrekening van de opdracht, die overeenkomstig artikel 5 de subsidie kan genieten, en zonder aftrek van de rafacties, straffen en boeten die ten laste van de ondernemer komen.

Art. 16. § 1. De kosten met betrekking tot de prestaties van de zuiveringsinstellingen voor de meting, de afbakening en de opmaking van de grondinnemingsplannen worden forfaitair vastgesteld op :

1^o voor de verzamelriolen;

L vertegenwoordigt de gecumuleerde lengte in meter van de in een private eigendom aangelegde leidingen die het voorwerp zijn van eenzelfde aankoopdossier en die aanleiding geven tot aankoop in volle eigendom, in de ondergrond of in erfdienstbaarheid, zonder aftrek van de lengten van de rioolputten, stortplaatsen en bijzondere kamers :

a) wanneer *L* kleiner is dan of gelijk is aan 200 m : vierenvertigduizend frank (44 000);

b) wanneer *L* groter is dan 200 m en kleiner is dan 2 000 m : $L \times 220$ F/m;

c) wanneer *L* groter is dan 2 000 m : tachtigduizend frank (80 000) + $L \times 180$ F/m;

2^o voor de zuiverings-, pompstations, oplegdokken, spreidings- of lozingssterreinen van afvalstoffen afkomstig van zuiveringsstations en van hun zuiveringsslijk;

S vertegenwoordigt de gecumuleerde oppervlakte in vierkante meter die in volle eigendom dient te worden aangekocht en die het voorwerp is van eenzelfde aankoopdossier :

a) wanneer *S* kleiner is dan of gelijk is aan 200 m² : negenendertigduizend tweehonderd frank (39 200);

b) wanneer *S* groter is dan 200 m² en kleiner is dan of gelijk is aan 10 000 m² : vijfendertigduizend tweehonderd frank (35 200) + $S \times 20$ F/m²;

c) wanneer *S* groter is dan 10 000 m² : vijenzeventigduizend tweehonderd frank (75 200) + $S \times 16$ F/m².

§ 2. De kosten met betrekking tot de prestaties van de zuiveringsinstellingen voor de onderhandeling die de minnelijke aankoop of de gerechtelijke onteigening van de onroerende goederen voorafgaat, worden per aankoopdossier forfaitair vastgesteld op :

1^o voor de verzamelriolen : $L \times 330$ F/m met een minimum van (achtenzeventigduizend vierhonderd frank (78 400));

2^o voor de zuiverings-, pompstations, oplegdokken, opslag- en stortplaatsen van slijk en zuiveringsafvalstoffen :

$S \times 20$ F/m² met een minimum van achtenzeventigduizend vierhonderd frank (78 400).

L en *S* zijn bepaald in § 1.

Wanneer het aankoopcomité van onroerende goederen voor rekening van de Staat in de onderhandelingsprestaties optreedt, wordt de toelage betreffende die kosten met de helft vermindert.

§ 3. Bij onteigening worden de bijkomende kosten van de zuiveringsinstelling forfaitair verhoogd per te onteigenen eigenaar met :

1^o in vrederecht : eenhonderddertigduizend frank (130 000);

2^o per bijkomende aanleg : eenhonderdduizend frank (100 000).

Afdeling 3. — Procedure voor de toekenning van de toelage voor elke investering

Art. 17. Voor de aanbesteding van de werken moet de zuiveringsinstelling de beginselbelofte tot toekenning van de gewesttoelage voor deze werken bezitten. Die beginselbelofte wordt toegekend door de Minister na onderzoek van het ontwerp-dossier van de werken door het Bestuur.

Art. 18. Voor elke in het driejaarprogramma goedgekeurde investering kan de Minister de vaste belofte tot bijdrage in de onderzoekskosten, met inbegrip van de stabiliteitsonderzoeken en van de algemene kosten, toekennen op basis van de raming van de kosten van de werken en van die van de proeven.

Worden die kosten in het driejaarprogramma niet vermeld, kan de Minister de toelage toekennen voor werken, grondinrichtingen en proeven die voor het rationeel verwezenlijken van een ander werk noodzakelijk zijn.

Art. 19. De Minister kan op advies van het Bestuur de vaste belofte tot bijdrage van het Gewest in de kosten van de werken toekennen.

Daartoe moet de zuiveringsinstelling een aanvraagdossier om vaste belofte bij het Bestuur indienen dat opgemaakt wordt overeenkomstig de modaliteiten en binnen de termijnen die door de Minister kunnen bepaald worden.

Het bevel de werken te beginnen kan alleen na de ontvangst van de vaste belofte gegeven worden.

Art. 20. Het Bestuur wordt op de hoogte gebracht :

1° van de datum waarop de werken beginnen door zending van een afschrift van het bevel deze werken aan te vatten;

2° ten minste tien dagen van te voren van de datum die voor de goedkeuring van de werken wordt vastgesteld.

Art. 21. Elke wijziging in de voorwaarden van de aanneming of van de opdracht kan alleen, mits het akkoord van de Minister na advies van het Bestuur, in aanmerking genomen worden voor de toekenning van de toelage.

Art. 22. Wat de aankopen van onroerende goederen betreft, wordt het aanvraagdossier om vaste belofte aan het Bestuur voorgelegd. Dit dossier bevat met name de raming van de in artikel 5, 7°, a, b en c, voorziene kosten.

Het wordt voor akkoord aan de Minister voorgelegd.

De na ontvangst van de vaste belofte van toelage ingediende betalingsaanvragen omvatten de rechtvaardiging van de door de zuiveringsinstelling werkelijk betaalde bedragen en met name afschriften van de aankoopakten.

De voor de vereffening van de opgeëiste bedragen te verstrekken documenten kunnen door de Minister bepaald worden.

De betalingsaanvragen kunnen alleen een deel van eenzelfde verwervingsdossier betreffen.

De gedeeltelijke kosten betreffende het dossier die het voorwerp zijn van artikel 16, zijn berekend naar rata van de betrokken lengten of oppervlakten.

Art. 23. Wat de geotechnische proeven betreft die de aanbesteding van de werken voorafgaan en bij toepassing van de beperkte aanbesteding moet het Ministerie van Uitrusting en Vervoer verplicht geraadpleegd worden.

Het aanvraagdossier van de vaste belofte dat op basis van een aanbesteding of van een offerteaanvraag wordt voor de indiening van de betalingsaanvragen onderworpen aan het Bestuur.

Het dossier bevat de raming en de rechtvaardiging van de geplande uitgave.

Het wordt voor akkoord aan de Minister voorgelegd.

De na de ontvangst van de vaste belofte van toelage ingediende betalingsaanvraag omvat de rechtvaardiging van de door de zuiveringsinstelling betaalde bedragen en met name het verslag dat het resultaat van de proeven en hun uitlegging bevat.

Afdeling 4. — Vereffening van de toelagen

Art. 24. De algemene kosten en de onderzoekkosten, met inbegrip van de stabiliteitsonderzoeken zijn vereffend volgens de hierna bepaalde quotiënten op overlegging van een schuldvordering :

1° 60 % na ontvangst door de opdrachtgever van de vaste belofte van bijdrage in de onderzoekkosten en in de algemene kosten, het in aanmerking te nemen bedrag is dit, exclusief BTW, van de bij het voorontwerp gevoegde raming;

2° 75 % (na aftrek van de vroegere voorschotten) na de goedkeuring van het ontwerp door de Minister op advies van het Bestuur, het in aanmerking te nemen bedrag is dit, exclusief BTW, van de bij het voorontwerp gevoegde raming;

3° 100 % (na aftrek van de vroegere voorschotten) na de goedkeuring van de eindrekening van de opdracht, exclusief BTW, door de Minister op advies van het Bestuur.

De prijs van de gronden, de vergoedingen ongeacht hun aard, de gunningskosten van de opdracht en de kosten van toezicht komen niet in aanmerking voor ieder van die drie tranches.

Art. 25. De door de zuiveringsinstelling onderzochte en goedgekeurde schuldvorderingen van de ondernemer worden onderworpen voor onderzoek aan het Bestuur. Wanneer de werken niet met leningen die bij het Gemeentekrediet aangegaan worden, gefinancierd zijn, zorgt het Bestuur voor de vereffening ervan aan de zuiveringsinstelling uiterlijk vijfenveertig kalenderdagen met ingang van de datum waarop de door de zuiveringsinstelling bij het Bestuur ingediende schuldvordering werd ontvangen.

Art. 26. Wat de andere kosten betreft :

1° wordt de toelage met betrekking tot de in de artikelen 5, 10° tot 13° en 10, vereffend naarmate de voorlegging van de schuldvordering van de aannemer die vergezeld gaat van een afzonderlijke schuldvordering van de zuiveringsinstelling betreffende die kosten;

2° wordt de in artikel 5, 7° en 8°, bepaalde toelage vereffend op voorlegging van de in de artikelen 21 en 22 bedoelde betalingsaanvragen;

3° wordt de in de artikelen 1, 14° tot 18°, en 8, bepaalde toelage vereffend op voorlegging van behoorlijk gemotiveerde betalingsaanvragen.

Art. 27. Die toelagen worden vereffend op basis van de door het Bestuur toegelaten uitgaven.

De modaliteiten betreffende het opmaken en de inhoud van de bij het Bestuur voor de vereffening van de toelagen in te dienen dossiers kunnen bepaald worden door de Minister.

Art. 28. Op de in artikel 5, 1° tot 5° en 11°

— 30 % van het bedrag van de gegunde opdrachten wanneer hun waarde kleiner is dan tachtig miljoen frank (80) (inclusief BTW);

— 25 % van het bedrag van de gegunde opdrachten wanneer hun waarde begrepen is in de tranche tachtig (80) tot en met driehonderd twintig miljoen frank (320) (inclusief BTW), met een minimum van vierentwintig (24) miljoen frank;

— 20 % van het bedrag van de gegunde opdrachten wanneer hun waarde groter is dan driehonderd twintig (320) miljoen frank (inclusief BTW) met een minimum van tachtig (80) miljoen frank.

HOOFDSTUK IV. — *Opheffings- en overgangsmaatregelen*

Art. 29. Wordt opgeheven voor het Waalse Gewest het koninklijk besluit van 13 mei 1960 betreffende de bijdrage van de Staat inzake toelage voor de uitvoering van hygiënische werken uitgevoerd op initiatief van intercommunale maatschappijen.

Art. 30. De Minister is ermee belast de aan de Executieve in artikel 71 van het decreet toevertrouwd ontbindingsbevoegdheid uit te oefenen binnen een termijn van vier maanden na de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 31. De in artikel 5, 7^o, c, bedoelde kosten, na aftrek van de al geïnde onkosten, genieten op basis van dit besluit de toelage voor alle verwervingen die sinds 21 december 1977 door de zuiveringsinstelling werden verricht.

Art. 32. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1992.

Art. 33. De Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid het water behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, K.M.O.'s en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden,
belast met Plaatselijke Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

A. VAN der BIEST

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRÊTÉS

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Nationale Orden

Bij koninklijk besluit van 19 november 1991 is de heer Denys, P., vrederechter van het kanton Izegem, bevorderd tot Officier in de Leopoldsoorde.

Hij zal het burgerlijk ereteken dragen.

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 30 oktober 1991, dat in werking treedt op 10 april 1992, is de heer Denys, P., vrederechter van het kanton Izegem, in ruste gesteld.

Hij heeft aanspraak op pensioen en het is hem vergund de titel van zijn ambt eershelve te voeren.

Bij koninklijke besluiten van 17 september 1991 zijn aangewezen tot eerste substituut-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, voor een nieuwe termijn van drie jaar met ingang van 22 april 1992:

— Mevrn. :

Mignon, N.;

Schellekens, L. en

— de heer Lebrun, F.,

substituut-procureurs des Konings bij deze rechtbank.

Bij koninklijk besluit van 9 oktober 1991 is de heer Colpin, J., substituut-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, aangewezen tot eerste substituut-procureur des Konings bij deze rechtbank, voor een nieuwe termijn van drie jaar met ingang van 22 april 1992.

Bij koninklijk besluit van 14 januari 1992 is de aanwijzing van de heer Biesmans, N., rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout, tot het ambt van beslagrechter in deze rechtbank, hernieuwd voor een nieuwe termijn van vijf jaar met ingang van 18 april 1992.

MINISTERIE VAN FINANCIËN

Administratie der directe belastingen
Tewerkstelling

Bij besluit van 21 januari 1991 is de heer Meersseman, J.P.A., ontvanger A te Brugge 2, in het belang van de dienst tewerkgesteld te Gent 1, met ingang van 1 februari 1991.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Ordres nationaux

Par arrêté royal du 19 novembre 1991, M. Denys, P., juge de paix du canton d'Izegem, est promu Officier de l'Ordre de Léopold.

Il portera la décoration civile.

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 30 octobre 1991, entrant en vigueur le 10 avril 1992, M. Denys, P., juge de paix du canton d'Izegem est admis à la retraite.

Il a droit à la pension et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêtés royaux du 17 septembre 1991, sont désignés en qualité de premier substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Bruxelles, pour un nouveau terme de trois ans prenant cours le 22 avril 1992 :

— Mmes :

Mignon, N.;

Schellekens, L. et

— M. Lebrun, F.,

substitués du procureur du Roi près ce tribunal.

Par arrêté royal du 9 octobre 1991, M. Colpin, J., substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Bruxelles, est désigné en qualité de premier substitut du procureur du Roi près ce tribunal, pour un nouveau terme de trois ans prenant cours le 22 avril 1992.

Par arrêté royal du 14 janvier 1992, la désignation de M. Biesmans, N., juge au tribunal de première instance de Turnhout, aux fonctions de juge des saisies à ce tribunal, est renouvelée pour un terme de cinq ans prenant cours le 18 avril 1992.

MINISTÈRE DES FINANCES

Administration des contributions directes
Affectation

Par arrêté du 21 janvier 1991, M. Meersseman, J.P.A., receveur A à Bruges 2, est affecté dans l'intérêt du service à Gand 1, à partir du 1^{er} février 1991.